

Publicação Los Echos Data 1/8/79
 Localidade Paris Página 3
 Tendência política independente
 Frequência diária Tiragem aproximada 56 mil ex.

PORTUGAL

Pour une plus grande autonomie à l'égard du FMI

« **U**N gouvernement de gestion ne veut pas dire insipide ou anodin » a averti, hier, Mme Maria de Lurdes Pintasilgo, en présentant le cabinet qu'elle a formé en un temps record, une semaine. Mais si la nouvelle équipe portugaise a été accueillie avec satisfaction par les communistes et une certaine sympathie par les socialistes, si elle semble assurée de passer le cap du débat parlementaire en dépit des réticences des partis centristes, elle paraît limitée dès le départ, par sa portée comme par sa durée.

Envisagée par le président Eanes pour sortir le pays de l'impasse politique, la formation d'un gouvernement un peu plus à gauche et un peu plus présidentiel que le précédent est destinée à calmer les esprits jusqu'à l'organisation d'élections « intercalaires », sans doute en novembre prochain. Un scrutin qui n'empêchera pas les Portugais de retourner aux urnes en juin 1980 lors de législatives « normales ». Solution habile, ce compromis inquiète les économistes qui craignent de voir le pays donner la priorité au politique, au moment où il lui faudrait rassembler ses forces pour résoudre de sérieuses difficultés économiques. La composition même du cabinet Pintasilgo tend à le prouver. Dans la précédente équipe, le poste de vice-premier ministre était occupé par le titulaire des affaires économiques. Cette fois-ci, il revient au responsable du ministère de l'Intérieur, le colonel Costa Bras.

Les raisons de mécontentement dus à une conjoncture épineuse ne manquent pourtant pas. Un chômage de 13 % dont tout le monde s'accorde à penser qu'il va s'aggraver au fil des mois, une inflation dont le rythme annuel a atteint 24,2 % en

juin et pourrait s'accélérer avec le renchérissement du pétrole, une croissance qui sera cette année inférieure aux 3,4 % enregistrés en 1978 contre 6,5 % en 1977, tous les éléments du casse-tête désormais classique d'une économie où la récession et conjuguée à l'inflation sont réunis.

Seul élément positif avec lequel Mme Pintasilgo pourra compter lors de la reprise qui s'annonce difficile des négociations avec le Fonds monétaire international, la situation financière du pays s'est sensiblement améliorée au cours des dix-huit derniers mois. Grâce à un redressement de la balance commerciale dont le déficit a été ramené de 628 millions de dollars durant le premier trimestre 1978 à 465 millions durant les trois mois correspondants de 1979, grâce à la progression des recettes touristiques et des transferts des travailleurs émigrés, Lisbonne devrait tenir son pari et ramener à 800 millions de dollars le déficit de sa balance des paiements 1979.

Une évolution consacrée par l'accord signé à la mi-juillet avec un consortium de 22 banques étrangères et ouvrant à Lisbonne 300 millions de dollars de crédits sur dix ans.

Mais qui ne suffira sans doute pas à convaincre totalement les experts du FMI. Le Fonds déplore, en effet, que le gouvernement n'ait pas réussi à réduire suffisamment les dépenses publiques et surtout à mieux juguler l'inflation. Favorable à une plus grande indépendance du Portugal à l'égard d'organisations internationales comme le FMI, Mme Pintasilgo ne devrait pas être un interlocuteur de tout repos pour les experts de Washington durant le temps de son mandat.

